

Note de terrain

COMMENT INTERPRETER LA SITUATION NUTRITIONNELLE DES PYGMEES BA-TWA DU ZAIRE ?

Introduction

Les Pygmées Twa du lac Tumba doivent actuellement faire face à une situation économique catastrophique, ayant pour conséquence de limiter leur pouvoir d'achat de telle manière qu'ils n'ont plus le minimum vital assuré, compte-tenu de leur glissement vers une économie de marché. Il en résulte un état de dépeuplement et de misère intense conduisant à la malnutrition et la mort non seulement d'enfants mais aussi d'adultes.

Par exemple le village de Nzalekenga que nous fréquentons régulièrement depuis 20 ans, compte environ 250 Pygmées, parmi lesquels on a relevé cette année 14 cas de malnutrition sévère et de plaies incurables. Il s'agit de 4 hommes adultes, 4 femmes adultes et 6 enfants.

Localisation et histoire

Jusqu'aux années 1970, les Pygmées ba-Twa de la région du lac Tumba au Zaïre vivaient en symbiose économique avec leurs suzerains ba-Oto. Ils chassaient, pratiquaient la cueillette et l'écopage en forêt inondée. Ayant accompagné leurs suzerains dans leurs migrations, ils se sont fixés dans les mêmes villages qu'eux, séparés des quartiers villageois par une large portion de forêt inculte.

Les villages riverains du lac, peuplés essentiellement de pêcheurs, n'ont historiquement pas de Pygmées. C'est aussi au bord du lac que ce sont installées la plupart des grandes plantations de café (Equatoria) et d'hévéa (Cultures Zaïroises), ainsi que la station de recherches IRS-Mabali et les missions catholique et protestante de Bikoro et Ntondo.

En 1970-72, si les Pygmées Ntomba et Ekonda formaient l'essentiel de la main-d'oeuvre de ces plantations, la plupart ne s'y sentaient pas fixés et retournaient dans les villages la saison sèche venue, sans parfois même attendre la fin du mois pour retirer leur salaire. Ce travail représentait pour eux de trouver de l'argent en vue d'un projet particulier et non pas un engagement dans une situation définitive. A cette époque, les travailleurs des plantations ne recevaient pas un salaire très élevé mais ils étaient mieux payés que dans les missions voire la station de recherches. Ils jouissaient en outre d'avantages en nature (soins

gratuits, crédit à la consommation dans les magasins "coopératives" des sociétés) ou de facilités d'approvisionnement en poisson, ce qui n'était pas sans importance.

Au cours des années 70-80, un nombre grandissant de Pygmées fuyant des villageois peu généreux envers eux, s'est définitivement installé sur les grandes plantations. De fait, dans les villages, les suzerains *nkolo*, devant faire face à leurs propres difficultés économiques ne pouvaient se montrer généreux envers "leurs" Pygmées de plus en plus exigeants. Les villages se sont retrouvés gonflés de personnes âgées, enfants et membres d'autres catégories inactives, comme les femmes primipares en réclusion (cf recensement de Nzalekenga en 1980 d'après Pagezy, 1988).

Depuis une décennie, la récession économique s'accroissant, les Pygmées ont fui les liens les unissant à leur *nkolo* qui leur attribuent un statut social désavantageux et figé (interdiction d'unions Pygmées/Villageois; interdiction pour un villageois de consommer des aliments préparés par un Pygmée). Par réaction, certains Pygmées ont créé des quartiers indépendants du village, séparés des villageois par une zone de marais (Lokili, Menyangi sur la route de Mpangi). S'ils travaillent encore pour le compte de villageois ils le font aux plus offrants. D'autres encore se ruent vers les centres non coutumiers.

Actuellement, le cours du café ayant dégringolé et la récession économique s'étant amplifiée, les Pygmées gagnent :

- 100 Z (1FF) par jour (en juillet 1990) dans les villages lorsqu'ils travaillent auprès des ba-Oto (plantations de café ou de cacao, plantation de manioc, main d'oeuvre polyvalente).

- 60 Z à 100 Z (60 c à 1FF) par jour dans les grandes plantations où ils ne bénéficient plus d'avantages en nature comme la gratuité des soins et l'accès à des magasins privés bon marché.

A titre comparatif, un pain de manioc de 300 g vaut 20 à 50 Zaïres, un paquet de poisson 100 à 500 Zaïres, un comprimé d'aspirine ou nivaquine 20 Z, une piqûre de pénicilline 250 Z, une cigarette 50 Z.

Dans les villages, les ba-Oto sauf peut-être les enseignants, emploient peu de Pygmées car ils ont eux-mêmes du mal à faire face à leurs besoins minimums. Jamais auparavant (en 1980) un villageois ne se serait proposé comme porteur lors de nos brèves missions. Ce faisant, ils coupent les Pygmées de leurs seuls créneaux économiques.

Il résulte de ces faits que la majeure partie des Pygmées Ntomba se retrouvent au bord du lac où ils n'existaient pas auparavant, tandis que les villages de forêt sont actuellement peuplés de Pygmées, pour la majorité improductifs, ayant peine à trouver leur nourriture et à se payer les soins minima. Nombreux sont ceux qui fuient les villages et les vexations continues et difficilement supportables de la part des villageois. Ils fuient aussi les plantations et tentent

d'obtenir un emploi dans le centre de recherche de l'IRS-Mabali où le salaire minimum est de 500 Z par jour, soit 5 fois leur salaire habituel. Les missions les attirent également, comme Bikoro ou Ntongo, siège de nombreux projets de développement dispensant des avantages en nature comme l'accès gratuit aux soins médicaux.

Avenir des Pygmées du lac Tumba

Situés en bout de chaîne alimentaire puisqu'ils dépendent des villageois ou d'un salaire minimum pour subsister, les Pygmées ont une situation sociale, économique, sanitaire très précaire.

Que désirent-ils ?

Deux longues discussions avec un groupe d'hommes et un groupe de femmes twa du village de Nzalekenga montrent :

- que ces populations n'ont d'espoir qu'en l'agriculture. Hommes comme femmes aspirent à devenir des cultivateurs, situation sociale que valorise leurs voisins ba-Oto, l'éducation scolaire et un certain nombre de projets de développement. Pourquoi continuer à se ruer vers l'Ouest et non pas retourner vers l'Est où la forêt de groupes Ekonda de l'Est (territoire d'Inongo, de Kiri dans la région de Bandundu) est moins défrichée et où le gibier abonde ? En fait ces Pygmées chasseurs-cueilleurs sont qualifiés par eux-mêmes de "sauvages" et ne constituent plus un modèle envié, en dépit des ressources naturelles qu'ils peuvent exploiter. Chez les Ntomba, l'infécondité a fortement reculé, ce qui entraîne une progression démographique importante tandis que se réduit le milieu naturel pourvoyeur de ressources animales au profit de l'extension des petites plantations de rente (café, cacao) et de manioc.

L'accès au statut de cultivateur est freiné d'une part parce que les meilleures terres sont occupées par les villageois, d'autre part parce que l'excédent de récolte trouve difficilement des débouchés : routes impraticables, camions rares, et au niveau local stratégie de protection de la part des villageois qui en outre n'ont pas le droit de consommer les aliments préparés par les Pygmées. Enfin, les Pygmées n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant pour s'équiper en houes, machettes et limes. A cela s'ajoutent les déboires des hommes Pygmées dont la femme refuse de cultiver le champ débroussé par eux-même et préfère se louer au coup-par-coup aux femmes ba-Oto.

Comment aider les Pygmées à se sortir de cette mauvaise passe ? Les milieux non coutumiers (plantations, missions) comme les villes ne jouent pas leur rôle de relais en vue d'une intégration future dans la société à cause des problèmes économiques. Et il n'est pas pensable d'envisager le sort des Pygmées en dehors de celui des Villageois. On ne peut pour des raisons culturelles aider spécifiquement ce groupe en détresse indépendamment de ses voisins dont le sort

est un peu plus enviable mais qui endurent eux aussi une crise économique dont ils ne voient pas l'issue.

À propos d'une intervention nutritionnelle en Afrique Centrale (Zaire)

Les Ntomba occupent la région de forêt inondée près du lac Tumba. Les tubercules de manioc, aliment de base non saisonnier, sont accompagnés de feuillage et de nourriture animale fortement saisonnière, préparés aussi souvent que possible avec une sauce à base de pulpe de fruit du palmier à huile, riche en acide linoléique et vitamine A. Les diverses espèces animales (poisson, chenilles, gibier) suivent la périodicité bimodale des saisons. Elles se succèdent dans le temps, de sorte que les 2 périodes de soudure annuelles au cours desquelles une "faim spécifique de viande" se fait sentir, sont de courte durée. La pêche revêt une importance toute particulière du fait d'un réseau hydrographique hypertrophié qui rassemble de nombreuses rivières et leurs affluents alimentés par le flux de la forêt inondée. L'ensemble du réseau converge vers le lac Tumba. Les dispositifs de pêche sont très sophistiqués et adaptés à l'étiage et au type de nappe d'eau.

Modalités de sevrage chez les Ntomba

Chez les Ntomba, les aliments de sevrage *ne sont jamais préparés spécialement pour le bébé* mais extraits du menu familial. Occupée pendant 6 à 8 heures par des tâches ménagères liées à la production et la préparation alimentaire, la mère ne consacre pas de travail supplémentaire à la nourriture du bébé.

Le sevrage débute vers l'âge de 3 mois par l'introduction de sauce ou de jus d'aliments familiaux lorsqu'ils ne contiennent pas de piment à forte dose. Vers 4-6 mois, la mère essaye la chair du poisson qu'elle effrite dans la bouche de l'enfant. Quelques fruits, comme la papaye et la banane douce peuvent être donnés entre les repas. Vers 7 mois la mère introduit la patate douce, puis vers 8 mois, les préparations les plus légères du manioc (comme les *ntuka* non pilées) et les feuillages. Vers 10 mois, elle introduit le manioc pilé (*enguele*) et les morceaux les plus tendres (foie, cuisse) des espèces de gibier non interdites aux femmes comme les céphalophes, petites antilopes de forêt. Enfin viennent les chenilles et certains fruits fibreux comme l'ananas.

Conséquences régionales d'un programme d'évaluation nutritionnelle

Revenue dans un village après 10 années d'absence (1980-1989) dans le but d'étudier l'évolution d'une conduite culturelle relative à la primiparité, j'ai pu remarquer que le premier aliment de sevrage cité par les mères était l'"*énergie*", bouillie à base de farine de maïs, premier aliment recommandé par un projet de développement régional.

Il est probable que ce nouvel aliment de sevrage s'imposait davantage à des villages orientés vers une économie monétaire dans lesquels on pouvait suivre l'apparition de cas de malnutrition, ou à des villages dont l'environnement naturel dégradé ne permettait plus de subvenir en toutes saisons aux besoins familiaux. Dans ce cas, l'abandon progressif des activités traditionnelles de pêche et de chasse, justifiait l'introduction d'une bouillie à base d'une farine plus riche en protéines que le manioc. Le maïs, une des rares céréales bien adaptées à l'humidité, s'imposait.

Les missionnaires, au cours de leurs tournées de surveillance maternelle et infantile, se firent le relais de cette éducation nutritionnelle et encouragèrent l'introduction précoce d'une bouillie faite à base de maïs dénommée "énergie". La farine de maïs, vendue par eux à bas prix, devait en principe être mélangée à des arachides (ou à du soja) dans un souci d'amélioration de la valeur nutritive de la farine par l'association classique d'une céréale (carencée en lysine) et d'une légumineuse (carencée en méthionine et cystine). Il serait malvenu de critiquer cette tentative d'éducation nutritionnelle dans le contexte des villages visés. Nous livrons cependant quelques réflexions sur les répercussions de ces campagnes dans les villages plus traditionnels.

A Nzalekenga par exemple, chaque femme se faisait fort d'avoir donné la bouillie "énergie" à son enfant comme premier aliment de sevrage. Les arachides étant assez peu répandues (mauvaise maîtrise de la conservation et de la distribution) et le soja mal accepté, la bouillie était d'une façon générale accompagnée de sucre (acheté au détail à des revendeurs). D'autre part, les mères qui n'avaient pas accès à la farine commercialisée s'efforçaient de la préparer elles-mêmes à partir de maïs local en prenant le risque d'accroître leur charge de travail. Le pilage et tamisage de 200 g de farine demande 2 à 3 heures. De plus, mal tamisée, préparée sans adjonction de sucre ni d'arachide, la bouillie était fade et mal acceptée par l'enfant.

Quelques réflexions anthropologiques

Quelques réflexions s'imposent à propos des conséquences inattendues d'une éducation nutritionnelle insuffisamment contrôlée :

1 - Observation de la recrudescence de la culture du maïs dans la région, en principe en vue de la préparation de bouillie de sevrage pour les enfants, en pratique en vue de la fabrication de *lotoko*, alcool de maïs et de manioc.

2 - Surcharge de travail physique pour femmes n'ayant pas accès à la farine commercialisée, ou risque de dépendance économique.

3 - Détournement de la directive de supplémentation céréale-légumineuse vers une supplémentation céréale-sucre avec comme risque l'habituation précoce de l'enfant au sucre.

4 - L'enfant recevant une alimentation spéciale, sa socialisation par le biais de l'alimentation est plus tardive, en particulier sa familiarisation aux goûts et aux règles du partage.

5 - La valeur nutritive du manioc est limitée par sa faible teneur en protéines. Cependant les feuilles de manioc, consommées lorsqu'elles sont jeunes, en contiennent davantage. En tant que tubercule, le manioc est une forme de conservation sur pied de l'aliment de base, intéressante dans les milieux chauds et humides où se posent de réels problèmes de conservation. Il n'est donc pas évident que le remplacement du manioc par du maïs comme aliment de base soit à encourager.

En réalité, les mères étant peu habituées à préparer un aliment spécialement pour leur bébé, il s'est établi un ajustement entre le désir d'introduire un aliment valorisé, l'"énergie", et les contraintes de la vie quotidienne. L'"énergie" est devenue un rite de passage, le premier aliment cité dans la chronologie de sevrage. Ce nouvel aliment qui devait figurer dans la chronologie du sevrage, n'était en fait proposé à la plupart des enfants que pendant une semaine à deux mois et encore pas tous les jours.

Quelques suggestions

- une connaissance préalable précise des comportements alimentaires de sevrage de la population.

- une valorisation et un encouragement de conduites qui semblent adaptées (par exemple l'introduction de poisson comme premier aliment de sevrage)

- une réflexion sur les conséquences en chaîne de l'éducation nutritionnelle sur les différents facteurs du système alimentaire (charge de travail des mères, stimulation de la sécrétion de lait).

Ainsi, nous préconisons d'encourager à l'introduction d'une bouillie (de maïs ou de manioc), sans adjonction de sucre mais plutôt de jus de poisson ou de viande afin d'enculturer les jeunes enfants aux goûts des plats habituels et non à celui du sucre. Cet encouragement ne doit pas se faire au détriment de l'introduction de poisson frais comme premier aliment de sevrage. Il faudrait limiter l'éducation nutritionnelle aux villages qui ont accès à de la farine moulue à bas prix ou à l'utilisation de moulins à manioc, ceci afin de ne pas accroître la

charge de travail des femmes ou la dépendance économique des familles (une bouillie commercialisée aura vite fait de se substituer à la bouillie locale sitôt qu'elle sera disponible). Associer l'éducation nutritionnelle à la connaissance des problèmes d'état nutritionnel ou de faim de l'enfant - faible sécrétion lactée de la mère, difficultés saisonnières d'approvisionnement, besoins nutritionnels accrus des enfants âgés de plus de 6 mois, enfants chétifs (ce qui renvoie à des notions de perception de la malnutrition dans un contexte culturel particulier) -, ceci afin d'éviter qu'un nourrisson suffisamment rassasié par l'absorption de bouillie stimule moins la sécrétion lactée maternelle. Il ne faut pas oublier que lait est l'aliment le mieux adapté aux besoins de l'enfant pendant les premiers mois de la vie.

Hélène PAGEZY
DR 2, CNRS
Anne Marie SUBERVIE
Laboratoire d'Ecologie Humaine